

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19098 - 74ÈME ANNÉE

## Après l'avis du commissaire enquêteur en faveur de la carrière

### Forte mobilisation à Bois-Blanc

**L'avis favorable et sans réserve du commissaire enquêteur à la carrière de Bois-Blanc n'a fait que renforcer la mobilisation contre ce projet présenté comme indispensable à la réalisation de la route en mer dite NRL. Plusieurs milliers de personnes étaient hier entre la Ravine du Trou et celle des Avirons pour faire une chaîne humaine de bien plus d'un kilomètre. Une fois de plus, le chantier de la route en mer est à l'origine d'une des plus importantes mobilisations pour la protection de l'environnement jamais organisée à La Réunion.**

Pour la 3<sup>e</sup> année consécutive, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées hier à l'appel de Touch pa nout roche entre la Ravine du Trou et celle des Avirons pour s'opposer au projet de carrière à Bois-Blanc. Présentée comme indispensable à la poursuite du chantier de la route en mer dite NRL, il s'agit en fait d'une méga-carrière de 50 hectares, de part et d'autre de la Route des Tamarins. L'objectif est d'en extraire des roches massives. Pour cela, de nombreux tirs d'explosif seront nécessaires pour creuser le sol sur des dizaines de mètres de profondeur. La mobilisation d'hier avait lieu dans un contexte encore plus alarmant que les deux années précédentes. En effet, les défenseurs de l'environnement avaient remporté une grande victoire en juin dernier : la Cour administrative d'appel de Bordeaux a en ef-

fet annulé le Schéma départemental des carrières autorisant l'ouverture d'un site d'extraction à Bois-Blanc. Cette décision plaça les promoteurs du chantier et ceux qui ont cru aux promesses de Didier Robert, président de Région, dans une situation intenable. En effet, ce dernier avait fait croire aux patrons transporteurs qu'ils allaient pouvoir tirer de grands profits en investissant dans des camions destinés à transporter des roches pour construire une digue en pleine mer entre La Possession et La Grande Chaloupe. Or, les ressources en matériaux nécessaires pour cette digue ne sont pas disponibles à La Réunion, à moins d'ouvrir des méga-carrières à plusieurs dizaines de kilomètres du chantier. Cela amène des impacts considérables pour toute La Réunion, impacts dissimulés dans l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du chantier de Didier Robert, des majors du BTP et des transporteurs qui ont raflé pour plus d'un milliard d'euros de marché jusqu'à présent.

#### Mobilisation à saluer

A peine la décision de la Cour d'appel rendue publique, l'État a continué de soutenir la fuite en avant de la Région en lançant une nouvelle enquête publique pour l'ouverture d'une carrière à Bois-Blanc. Contre toute attente,

l'Agence régionale de Santé opposée au projet initial est devenue un soutien à la carrière de Bois-Blanc alors que les nuisances pour les centaines de milliers de Réunionnais situés sur la route des camions ou près de la carrière seront les mêmes. Enfin, déifiant toute logique environnementale et sanitaire, le commissaire enquêteur a donné la semaine dernière un avis favorable et sans réserve à ce projet. Dans ces conditions difficiles, le succès de la mobilisation d'hier est à saluer. Il montre qu'il existe à La Réunion un esprit de résistance contre les décisions qui visent à privilégier la quête du profit immédiat d'une infime minorité au détriment de l'intérêt général. Fidèle à ce principe, le Parti communiste réunionnais a soutenu l'initiative avec une délégation aux côtés des manifestants. La présence de Gilles Leperlier et de Jessie Caro, candidats soutenus par le PCR à la législative partielle de la 7<sup>e</sup> circonscription, a également rappelé que la question de cette carrière est une préoccupation environnementale essentielle dans la prochaine élection.

#### Un combat de Paul Vergès

Les milliers de manifestants d'hier ont souligné le ras-le-bol face à la politique du fait accompli qui est la marque de fabrique

des différentes étapes du chantier de la route en mer. Si les partisans de ce chantier d'arrière-garde affirment que la carrière de Bois-Blanc est indispensable à sa réalisation, alors ils doivent prendre conscience que cette route en mer ne pourra pas se faire car elle se heurtera à une résistance toujours plus conscientisée et organisée. Ils devront envisager une autre solution pour sortir de l'impasse dans laquelle ils se sont mis en entraînant l'État dans cette aventure. La défense de l'environnement est une priorité qui doit passer avant les intérêts

financiers de majors qui viennent piller les richesses du pays. Ce fut un des combats menés de longue date par Paul Vergès, et il est plus que jamais d'actualité.

*M.M.*

## Mobilisation contre le projet de carrière

# Gilles Leperlier et Jessie Caro dans la manifestation

**Gilles Leperlier et Jessie Caro, candidats soutenus par le PCR dans la législative partielle de la 7e circonscription, étaient hier dans la manifestation contre la carrière de Bois-Blanc. Dans un communiqué diffusé hier, ils expliquent les motivations de cet engagement.**



«Ce dimanche 9 septembre, et pour la 3e fois consécutive, nous avons participé au rassemblement organisé par le collectif « Touch pa nout roche » pour dénoncer et s'opposer à l'exploitation de la carrière de Bois-Blanc.

Avec ma suppléante Jessie Caro, et une délégation du PCR, nous avons souhaité par notre présence citoyenne, réaffirmer notre engagement pour protéger notre environnement, notre biodiversité et la qualité de vie des habitants de la

7e circonscription. La forte mobilisation témoigne une nouvelle fois d'une opposition très forte à ce projet de carrière.

Candidats à l'élection législative, nous croyons que la solution « Tout viaduc pour la NRL » depuis La Possession jusqu'à l'entrée Ouest de Saint-Denis est un compromis acceptable qui vise l'intérêt général. L'expérience acquise pour le viaduc en cours démontre que cela est possible sur tout le tracé. Il en va de la sécurité des personnes et des biens.

Enfin, nous défendons également une politique de transports en commun durable, ferroviaire et de déplacements alternatifs.»

## In kozman pou la rout

**« Si in moun i boss out do, ou i pé kant mèm lav out figuir »**

Ala in kozman i sort pa isi La Rényon. Pou dir la vérité, li sort déor mé i pouré ète in proverb La Rényon. Dizon li néna in valèr inivèrsèl mé kosa li vé dir par l'fète, si ou i mète do koté lo do, avèk la figuir ? Siploman, d'après moin, si in moun i donn aou kou d'min, mèm in bon koudmin, ou lé pa oblizé lèss ali fé tout. Konm i di parfoi : sak i done la rou i ral pa sharète. In kou d'min i ranplas pa laktèr principal-é dé la pa fé tout son tousèl. Poitan i ariv dé foi la pèrsonne édé i abizdsi sak i donn kou d'min. Alé ! Mi kite azot pou rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé.

Edito

## « Debout pour le climat » : La Réunion n'y échappera pas

**C**e samedi avait lieu une mobilisation internationale pour la lutte contre le changement climatique, à l'appel de nombreuses ONG dont 350.org. Le mot d'ordre était « Debout pour le climat ». Dans de nombreuses villes de la planète, des cortèges de plusieurs dizaines de milliers de personnes ont appelé les dirigeants du monde et les entreprises à mettre leurs actes en accord avec leurs paroles pour qu'il soit possible de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre.

« C'est la plus grande journée d'action pour le climat en France, c'est la preuve que les citoyens sont prêts à demander des comptes et des engagements aux élus qui nous entourent, après un été catastrophique au niveau climatique », a commenté Clémence Dubois, responsable des campagnes de 350.org en France.

C'est une nouvelle preuve de la prise de conscience de la nécessité d'agir pour aller vers une civilisation débarrassée des énergies fossiles : gaz, charbon et pétrole. Une dynamique est en marche dans le monde, et elle est en phase avec l'impulsion donnée par l'ONU pour qu'enfin les dirigeants des pollueurs historiques assument leur responsabilité dans la catastrophe climatique actuelle et surtout à venir. Cela suppose d'aller bien plus loin que ce que les gouvernements occidentaux proposent. Tout le monde est concerné, La Réunion n'y échappe pas. Il est plus qu'urgent de remettre en cause la politique privilégiant le tout-automobile en y consacrant l'essentiel des investissements, politique qui veut faire croire qu'il est possible de réaliser une route en mer sécurisée dans une région balayée par les cyclones, et à l'abri des effets de la montée du niveau de la mer qui plus est.

Pour notre île, la sanction est terrible. La part des énergies fossiles ne cesse d'augmenter. De précurseur en matière de lutte contre le changement climatique, La Réunion est devenue en à peine 8 ans un exemple à ne pas suivre. À quand la prise de conscience qu'il est nécessaire d'en finir avec cette politique archaïque ? Gageons que La Réunion ne sera pas à l'écart de la dynamique mondiale qui demande des comptes aux élus responsables de cette situation.

**J.B.**

### Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21  
Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433

# Oté

## La sékirité alimantèr ? Sa in n'afèr i konsèrn anou !

Mi sort lir in n'afèr dann bann nouvèl l'aktyalite. I konsèrn in péi lé dann l'Erop mé la pa in péi l'inyon éropéène. Li apèl La Suisse é péi-la i yèm sak li apèl bann votasyon-si zot i vé bann référandome. L'ané dèrnyèr li la fé in votasyon téi port dosi la sékirité alimantèr é néna soisann-dis pour san d'moun la vote pour. In bon shif !

Estèr i sava fé in nouvo votasyon lo vinn-troi séktanm i port ankor dsi l'agrikiltir. Pou kosa ? Dabor lo parti ékolozik i vé, dann in promyé votasyon, dévlop l'agrikiltir pou myé respèk lo droi bann travayèr, évite pou bann péizan la konkirans inégal, épi zot i avèye galmana in myé z'ète bann zanimò. Dézyèm votasyon i port dsi la souvèrènté alimantèr solon sak in sindika agrikol «Uniterre » i propoz dizon banna i vé protèz lo prodiksyon intèryèr. Va konète lo réziltan lo 23 séktanm mé si li lé pozitif-sa lé pa sir !- sar in vré révolisyon pou l'agrikiltir dann lo péi.

Sa sé in n'afèr la fé tilt dan moin pars moin osi mi pans la sékirité alimantèr sé in bon prinsip pou nou épi pou d'ot péi l'oséan indien. Dabor pars nout tèr i pé bien akèye in l'agrikiltir pli progrèsist. Dézyèm rézon : pars nou lé dépendan pou nout manjaye sirtou pou nout ri : ni produi pa in grin é poitan sé pou nou konm in nouritir nasyon. Si ou i azout avèk sa lo bann zémisyon gaz dé sèr arienk pou l'inportasyon épi la sirkilasyon in tèryèr mi pans ni pé pa lès lé shoz konmsa.

An pliské sa, av èk la pèrmakiltir, nou-é d'ot - néna ban bon téksinik pou nou trap nout sékirité alimantèr. Mé, bouj pal o bato ! Lé pa késtyon dann mon tête siprime sansa diminyé kan pars, konm moin la touzour di, kann sé kant mèm nout promyé boué sovtaz par raport tout sak i gingn fé avèk plnat mirak-la... Donk la sékirité alimantèr pa arienk pu La Suisse mé pou nou galman.

Sa lé posib ! Sa lé souétab ! Nout bann plantèr néna la konésans k'i fo pou fé sa ! Sa i konsèrn anou bien épi nout bann voisin loséan indien.

*Justin*